



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

# Stratégie de coopération de la DDC au Niger

## 2010 – 2014





# Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>5</b>
<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>1. Contexte et politiques de développement</b>	<b>7</b>
<b>2. Bilan de la coopération suisse 2004 – 2008</b>	<b>9</b>
<b>3. Orientations stratégiques 2010 – 2014</b>	<b>12</b>
<b>4. Budget et gestion de la stratégie de coopération</b>	<b>16</b>
<b>5. Suivi de la mise en oeuvre</b>	<b>16</b>
<b>Annexe 1 : Cadre de résultats stratégiques</b>	<b>17</b>
<b>Annexe 2 : Carte</b>	<b>20</b>
<b>Annexe 3 : Niger – Statistiques (Niger at a glance)</b>	<b>21</b>

**Coopération Suisse**  
**Direction du Développement et de la Coopération DDC**

**Stratégie de coopération au Niger**  
**2010–2014**

Approuvée en novembre 2011



**Martin Dahinden**  
Directeur de la DDC

# Résumé

La coopération suisse est active au Niger depuis plus de trois décennies. Elle y a ouvert un bureau de coopération en 1978. La Suisse figure parmi les pays donateurs importants. Outre les activités de développement, elle finance des interventions humanitaires ainsi que de promotion de la paix. Les actions mises en œuvre respectent les priorités de développement définies par le Niger.

Le Niger a connu des coups d'Etat en 1996 et 1999 pour ensuite bénéficier d'une décennie de relative stabilité politique et de démocratisation. En 2009, la dynamique démocratique est interrompue et le pays plonge dans une période d'instabilité politique. La prise de pouvoir par les militaires en 2010 clarifie la situation et ramène le calme au Niger. Des élections équitables et transparentes permettent le retour à un régime démocratique en avril 2011.

Les conditions de sécurité se sont fortement dégradées ces dernières années. La rébellion du Nord a accepté de déposer les armes mais les causes profondes du conflit subsistent encore aujourd'hui. Les difficultés rencontrées par l'Etat pour contrôler l'immense partie nord de son territoire et la corruption permettent l'émergence du banditisme et de tout type de trafics (drogue, armes, humains). Depuis 2008, l'enlèvement d'étrangers par Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) représente un risque important et limite drastiquement les déplacements d'expatriés dans le pays. Le Niger est considéré comme un pays fragile par l'OCDE/CAD.

En raison de la faible redistribution des richesses, la croissance économique n'a que peu d'influence sur le niveau de pauvreté dans le pays. La production et l'exportation de produits agricole (oignon et viande) sont en augmentation, tout comme l'exploitation des richesses minières (uranium et bientôt pétrole). Pour autant que les revenus de ces dernières soient utilisés de manière transparente, cela pourrait avoir un impact déterminant en termes de développement.

Le Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde, reste confronté à plusieurs défis d'envergure: croissance démographique (taux de natalité l'un des plus élevés du monde), éducation, santé, disparités entre régions urbaines et rurales, insécurité alimentaire récurrente, développement économique, etc. Les femmes, concernées par ces défis, sont un groupe privilégié dans les actions de développement de la coopération suisse.

Les orientations retenues se fondent sur les résultats obtenus avec la stratégie 2004 – 2008 et valorisent les expériences et les connaissances de la coopération suisse au Niger.

L'objectif général est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire des populations rurales des régions de Dosso et Maradi. A cette fin, le programme se concentrera, de 2010 à 2014, sur le développement rural ainsi que sur l'éducation & formation professionnelle. Le budget annuel prévu est de CHF 13 millions et augmentera graduellement à CHF 17 millions.



# Introduction

Les débuts de la coopération entre le Niger et la Suisse remontent au milieu des années 70, dans la même période que l'ouverture des bureaux de la DDC au Mali et au Burkina Faso. Un accord de coopération technique est conclu avec le Niger le 7.8.1978. Le bureau de la coopération suisse, ouvert en 1978, s'occupe aussi de l'agence consulaire et relève de l'Ambassade de Suisse au Nigeria (Abuja). Le nombre de suisses résidents au Niger est limité (environ soixante mi-2010), la majorité appartiennent à des agences humanitaires ou de développement.

Plusieurs organisations ou ONG suisses sont actives au Niger, telles que le CICR, MSF, HEKS, Swissaid, Swisscontact, Intercoopération, Enfant du Monde (à travers son partenaire Monde des Enfants), SOS village d'enfant, World Vision Suisse, Sentinelles, SIM... La majorité des activités sont de type humanitaire et sont en relation avec les crises alimentaires récurrentes que connaît le pays. Les activités du secteur privé suisse au Niger sont très limitées (Cotecna, Nestlé).

Le bureau de coopération de la DDC au Niger – avec le soutien de trois expatriés et trente et une personnes recrutées localement (état à mi-2011) – appuie des activités:

- de développement (environ 13 millions CHF/an) (DDC, Division Afrique de l'Ouest),
- humanitaires selon les urgences (DDC, Aide humanitaire),
- multilatérales soutenues par la Suisse (DDC, Institutions globales)
- de promotion de la paix ou de mise en œuvre de la politique de paix (géré par la Division Politique IV), avec une conseillère régionale basée au Mali depuis 2009 qui couvre aussi le Niger.

La Suisse occupe la 10<sup>ème</sup> place des 13 principaux donateurs bilatéraux DAC au Niger (2009).<sup>1</sup>

Ce document présente uniquement les orientations à moyen terme de la coopération bilatérale suisse au développement avec le Niger (DDC, Division Afrique de l'Ouest). Cette stratégie s'inscrit dans les objectifs de développement définis par le Niger et présente la manière dont la DDC entend contribuer à leur réalisation durant la période 2010 – 2014.

---

<sup>1</sup> USA, France, Allemagne, Belgique, Danemark, Japon, Canada, Espagne, Luxembourg, Italie, Grande-Bretagne, Union Européenne, Suisse.

# 1. Contexte et politiques de développement

## 1.1. Développement politique

Le multipartisme ainsi que les libertés civiles et politiques n'ont, malgré quelques régressions temporaires, jamais été fondamentalement remis en cause. Malgré les crises (coups d'Etat, rébellions) dont le Niger a souffert ces vingt dernières années, la tendance globale est à la consolidation de la démocratie.

Ce parcours démocratique reste toutefois parsemé de difficultés et ceci jusque dans un passé très récent. La dérive autoritaire et le coup de force de l'ancien président Tandja en sont un exemple. Suite à l'échec du processus de dialogue politique, une partie des forces armées nigériennes a décidé le 18 février 2010 d'interrompre cette dérive par un coup d'Etat militaire. Le pays s'est alors engagé dans un processus de transition d'une durée d'un an en vue de réinstaurer un régime civil avec des institutions démocratiques. Cette transition s'est achevée en avril 2011 après la tenue d'élections locales, législatives et présidentielles.

L'Etat est engagé dans un exercice de décentralisation malgré les difficultés liées aux transferts de compétences et de ressources aux communes et aux régions. La liberté de presse est garantie et permet ainsi l'émergence d'une forme de contrôle du gouvernement. Malgré l'existence de plus de cinquante partis, l'élite politique est peu renouvelée et représente un cercle très fermé.

Les organisations de la société civile, longtemps soutenues par la DDC, représentent des agents de changement non négligeables. Elles possèdent une certaine capacité d'influence sur des dossiers tels que la politique agricole et les questions foncières.

## 1.2. Sécurité

Le partage équitable des revenus miniers et la défense des intérêts des pasteurs sont des revendications récurrentes faites au Nord du Niger depuis des décennies. La frustration des populations s'est

notamment exprimée au travers de plusieurs insurrections dont certaines ont été sanglantes. Les divers accords de paix passés entre les groupes rebelles et l'Etat ont permis de faire cesser les combats armés. Les revendications n'ont cependant pas été fondamentalement prises en compte ni suivies d'effets. Les aspirations des populations de la région d'Agadez ne sont donc pas satisfaites. Avec une frustration élevée parmi les ex-combattants, la situation pourrait à nouveau se détériorer. L'existence d'armes, d'anciens combattants sans perspectives et de trafics divers créent un environnement difficile avec une grande insécurité (banditisme) dans le Nord du Niger.

La montée en puissance et la consolidation des activités criminelles d'AQMI<sup>2</sup> dans toute la zone saharienne représentent depuis fin 2008 une nouvelle menace pour la sécurité au Niger. Les zones frontalières avec le Mali présentent un risque élevé d'enlèvement pour les occidentaux. Niamey a été le théâtre de l'enlèvement de deux Français début janvier 2011. Les énormes intérêts économiques liés aux trafics en tout genre (drogue, armes, humains) et le niveau élevé de corruption dans l'espace saharien rendent une résolution rapide des problèmes peu probable.

## 1.3. Développement économique

La croissance économique des cinq dernières années a été de 5% en moyenne, proche du scénario de croissance intermédiaire (7%) défini par la SDRP<sup>3</sup>. Vu la faible redistribution des richesses et le taux très élevé de croissance démographique (3.3%/an), l'effet de cette croissance économique sur la réduction de la pauvreté est très limité.

Les graves crises alimentaires qui secouent régulièrement le pays (1973, 1984, 1996, 2001, 2005, 2010)

<sup>2</sup> Al Qaida au Maghreb Islamique.

<sup>3</sup> Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté du Niger 2008-2012.

affectent en profondeur l'économie nigérienne et confirment la fragilité du secteur agricole extrêmement dépendant de la pluviométrie. Les productions agricoles et pastorales restent cependant le pilier de l'économie nigérienne (40% du PIB, 25% des exportations en 2007, source de revenu pour 80% des ménages) et constituent un potentiel économique majeur et sous exploité, l'essentiel des gains de production se réalisant par extension des surfaces avec un coût environnemental important. L'intensification, la diversification et la valorisation de la production pour la vente ainsi que la réhabilitation et la conservation des ressources naturelles restent des défis majeurs.

Les recettes budgétaires tirées du secteur minier (uranium) croissent régulièrement depuis 2008 (+67%). Le démarrage de l'exploitation pétrolière prévue pour 2012 pourrait constituer une étape déterminante pour le développement économique du pays, sous réserve d'une utilisation transparente et pertinente des revenus de l'exploitation. La Chine est rapidement devenue un partenaire économique privilégié du Niger, en particulier dans l'extraction des ressources naturelles.

#### 1.4. Développement social

Malgré les efforts déployés ces dix dernières années, l'incidence de la pauvreté reste très élevée au Niger avec plus de 62% de la population en dessous du seuil de pauvreté national (0.6 USD/jour), loin de l'objectif de réduction à 42% en 2012. Les disparités entre régions urbaines et rurales sont très fortes et dans plusieurs de ces communautés territoriales plus de 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le PNUD a classé le Niger parmi les derniers au niveau mondial en matière d'indice de développement humain (182<sup>ème</sup> sur 182 en 2009 et 167<sup>ème</sup> sur 169 en 2010). Le taux très élevé de croissance démographique pèse fortement sur les conditions de développement et la perspective d'un doublement de la population du Niger d'ici 2030 (27 millions d'habitants projetés) représente un défi social et économique extraordinaire.

La malnutrition reste un problème récurrent au Niger avec des taux de sous-nutrition aiguë globale dépassant régulièrement les seuils d'urgence dans plusieurs régions. Les crises alimentaires majeures de 2005 et de 2010 ont sévèrement affecté la moitié de la population. Ceci montre que le pays reste dans une situation d'insécurité alimentaire structurelle.

L'accès à l'éducation s'est fortement amélioré ces dix dernières années (passant de 25% à 57% de scolarisation)<sup>4</sup>. Selon plusieurs études récentes, ceci



s'est réalisé au détriment de la qualité de l'enseignement occasionnant ainsi une chute constante du niveau des connaissances.

La condition des femmes au Niger est difficile et marquée par de fortes discriminations et différences en matière d'alphabétisation et de scolarisation. L'éducation des filles et des femmes est centrale pour agir sur les principaux défis sociaux du pays: la croissance démographique et la sécurité alimentaire.

Le pays est à 95% musulman et pratique un islam modéré. L'influence des fondamentalistes du nord Nigeria, en particulier dans la région de Maradi (centre – sud), reste limitée mais doit être analysée régulièrement.

#### 1.5. Politiques de développement et aide internationale

La crise politique de 2009 puis le coup d'Etat militaire début 2010 ont provoqué la suspension des aides budgétaires et une réduction sensible du volume de l'aide au développement. Le Niger reste très dépendant de l'aide extérieure qui représente en moyenne plus de 90% des investissements publics et 35% du budget de fonctionnement. Malgré sa pauvreté, le pays reste moins soutenu que ses voisins. En 2008, le Niger recevait 41 USD/habitant d'aide au développement, contre 66 au Burkina Faso, 74 au Bénin et 76 au Mali.

Le document de référence pour le développement au Niger est la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP 2008 - 2012). Des cadres de concertation Etat – Partenaires techniques et financiers existent dans les secteurs prioritaires auxquels la DDC participe activement. Compte tenu de la faiblesse du système de gestion des finances publiques, la majorité de l'aide au développement transite par des dispositifs parallèles de mise en œuvre. Une volonté politique et un effort important de renforcement des capacités des acteurs nationaux, publics et privés, du niveau central et local, sont nécessaires afin qu'une part plus importante de l'aide puisse transiter par les systèmes nationaux.

<sup>4</sup> Le taux d'alphabétisation (population de 15 ans et plus) était de 28.7% en 2005.

## 2. Bilan de la coopération suisse 2004 – 2008

### 2.1. La stratégie de coopération de la DDC au Niger 2004 - 2008

La finalité de cette stratégie était de : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population du Niger par la réduction de la pauvreté – en agissant sur les processus qui l'engendrent – conformément à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) du Niger à travers la construction d'une gouvernance citoyenne, redevable ainsi qu'équitable, et grâce à la promotion de rapports homme/femme fondés sur un principe d'égalité tout en privilégiant une approche de développement local<sup>5</sup>.

Concrètement, la coopération suisse était engagée dans le développement des **infrastructures locales, la décentralisation et la gouvernance locale, l'éducation non formelle** ainsi que le **développement rural**, pour des appuis annuels variant entre 10 et 13 millions CHF. La DDC s'était donnée pour principes d'action le développement d'approches innovantes et leur diffusion à travers un dialogue politique, le renforcement institutionnel et l'appui aux systèmes, la subsidiarité, la concertation et la coordination avec les autres partenaires au développement. Les actions se sont concentrées dans trois zones géographiques prioritaires (Dosso, Maradi, Tillabéri) en raison des niveaux élevés de pauvreté.

### 2.2. Résultats atteints

Le programme Niger a contribué principalement aux Objectifs du Millénaire pour le Développement 1 (réduction de l'extrême pauvreté et de la faim), 2 (éducation primaire), 3 (promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomie des femmes) et 7 (environnement durable, accès à l'eau potable).

### 2.2.1 Infrastructures locales

**Fond de soutien aux investissements locaux (FSIL)** : les instruments de financement des investissements locaux mis en place par la DDC (Fonds de Soutien aux Investissements Locaux, FSIL) sont très appréciés des acteurs locaux et reconnus comme une bonne pratique au Niger. Ils ont permis de réaliser des investissements répondant aux besoins prépondérants de la population des communes partenaires et ont facilité leur accès aux services sociaux de base, notamment l'éducation (250 classes construites) et l'eau potable & assainissement (327 équivalents points d'eau, permettant de donner accès à l'eau potable à 100'000 habitants).

**Hydraulique** : la coopération suisse – en tant que chef de file du secteur «eau» – a soutenu le Ministère de l'Hydraulique dans le renforcement du pilotage et des mécanismes de coordination de l'aide du secteur (revues conjointes annuelles, réunions régulières du cadre de concertation Etat-Partenaires techniques et financiers). La formulation d'un Programme National d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement (y compris son budget) a également été soutenue.



<sup>5</sup> cf. Stratégie de Coopération de la DDC au Niger 2004-2008 (approuvée 15.08.2005), p. 18, «Une finalité»

**Pistes rurales** : la réalisation de 300 km de pistes rurales a permis de désenclaver les localités de 13 communes et de faciliter ainsi l'accès de quelques 450'000 habitants aux services et aux marchés.

**Défis du domaine «Infrastructures locales»**: les communes sont des institutions récentes qui nécessitent encore beaucoup d'appui technique et de moyens financiers pour remplir leurs fonctions. Seulement 48% des besoins en eau potable sont couverts au Niger ; l'atteinte de l'objectif de 80% des besoins couverts en 2015 (OMD) nécessite un doublement des appuis financiers au secteur.

## 2.2.2 Etat local (Décentralisation et gouvernance locale)

**Programme d'appui à la gouvernance locale (PAGL)** : les appuis dans ce domaine ont permis de renforcer les capacités institutionnelles et l'autonomisation (empowerment) des acteurs dans les communes concernées (contrôle citoyen, maîtrise d'ouvrage, participation aux affaires publiques locales, bonne gestion des infrastructures).

**Les défis du secteur «Gouvernance locale»** : le renforcement des capacités de gestion locale des infrastructures; l'augmentation de la contribution financière des communes pour la maintenance des ouvrages; l'utilisation des systèmes nationaux pour le financement des investissements.

### Education non formelle

Une des attributions des collectivités territoriales (communes, départements, régions) est l'éducation et en particulier les initiatives d'éducation non formelle. La DDC a soutenu l'ouverture de 1'586 centres d'alphabetisation des adultes entre 2004 et 2008 pour 12'000 apprenants. Les compétences et certaines approches novatrices des partenaires de la coopération suisse en matière d'éducation non formelle sont reconnues au Niger et ont permis d'influencer la politique nationale dans ce secteur. La DDC a également engagé un dialogue politique sectoriel avec les autorités pour la mise en place d'un Fonds National d'Education Non Formelle afin d'élever significativement les capacités d'alphabetisation et d'éducation non formelle. Les appuis à la scolarisation des filles (SCOFI) ont permis d'accroître les taux de scolarisation et de réussite scolaire. Dans les zones d'interventions, les taux de scolarisation brut des

filles et des garçons ont passé de 26.9% et 41.3% en 2000 à 58.6% et 77% en 2009.

**Les défis du secteur «Education»** : l'accès inégal des hommes et des femmes, garçons et filles à l'éducation; la chute de la qualité de l'éducation; les taux d'abandon et d'échec importants; la forte croissance démographique exerçant une pression énorme sur le système éducatif; les faibles capacités institutionnelles et de gestion du Ministère de l'éducation limitant sa capacité à absorber l'aide apportée au secteur.

## 2.2.3 Production agro-sylvo-pastorale (Développement rural)

**Foncier** : un appui déterminant a été fourni pour l'élaboration des textes complémentaires au Code rural (législation foncière) relatifs au pastoralisme à l'élevage (Code pastoral). Ces sont des outils d'envergure nationale protégeant les intérêts des pasteurs et facilitant le règlement des conflits fonciers. Plusieurs actions ont permis de traiter les aspects fonciers liés au pastoralisme (balisage des couloirs de passage et des aires de pâturage, état des lieux des infrastructures d'élevage, élaboration d'une stratégie nationale de délimitation, de réhabilitation et de gestion des espaces pastoraux).

**Couloir de passage** : les appuis développés sur le terrain ont considérablement réduit les conflits entre les utilisateurs des ressources naturelles par la matérialisation des couloirs de passage (plus de 4000 km balisés) et la réalisation d'infrastructures d'élevage ainsi que la redynamisation du mouvement associatif pastoral. La méthodologie développée par la coopération suisse, fondée sur l'établissement d'un dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes et s'appuyant sur les structures du Code rural, est appliquée au plan national. Ces appuis ont également permis de viabiliser les terroirs d'attache des éleveurs et d'amorcer l'intensification de la production.



**Appui à la production** : les appuis aux organisations paysannes ont renforcé leur capacité de plaidoyer et de lobbying pour une meilleure prise en compte des intérêts des paysans et éleveurs dans la prise de décision au niveau national (formulation des politiques, mobilisation des moyens financiers) et de renforcer leurs capacités à appuyer leurs membres pour réduire leur vulnérabilité.

**Les défis du domaine «production agro-sylvo-pastorale»** : une meilleure implication des femmes dans l'identification et la mise en œuvre de solutions liées à la problématique du pastoralisme : sécurisation de la mobilité; le renforcement des capacités et la pérennisation des structures du code rural responsables de la sécurisation foncière et de l'application future du code pastoral ; l'établissement de dispositifs d'appui aux exploitations familiales pour accompagner l'intensification et la diversification de la production.

### 2.2.4 Thèmes transversaux genre et gouvernance

Des efforts importants ont été faits pour renforcer les compétences genre dans les programmes de la DDC ainsi que chez ses partenaires afin d'assurer une bonne prise en compte de la problématique de l'égalité hommes-femmes dans les différentes composantes du programme Niger.

Les principes de bonne gouvernance (redevabilité, transparence, non-discrimination, participation, efficacité) ont été intégrés dans nos projets. Un bon exemple est la composition et les règles de fonctionnement des comités d'attribution des investissements locaux (programme FSIL).

## 2.3. Principales leçons apprises durant la période 2004-2008

- Les ancrages thématiques forts où l'expérience et l'expertise de la DDC sont reconnues (pastoralisme, eau, éducation non formelle, gouvernance locale) ne sont pas assez exploités pour passer à une échelle supérieure en termes de mise en œuvre et pour influencer les systèmes et les dispositifs nationaux.
- La coordination s'est réalisée au niveau local, avant tout entre projets et programmes de la DDC. Elle devrait être complétée à l'avenir par une coordination et des alliances avec les autres agences et projets de coopération.
- Le programme doit poursuivre sa concentration sur un nombre limité de thématiques afin de pouvoir les aborder dans plusieurs dimensions et viser un impact systémique.
- La dispersion géographique du programme a des implications importantes pour le suivi des activités sur le terrain, qui représente un coût important.
- La réduction du nombre de projets augmentera le volume financier de chacun d'eux. Cela permettra d'intensifier l'engagement sectoriel de la DDC tout en facilitant le suivi et la gestion.
- L'établissement de bases de référence et de système de suivi n'est pas encore une pratique acquise. Un renforcement de l'utilisation des outils de gestion du cycle de projet par le bureau de coopération et par ses partenaires est nécessaire.
- Les capacités des autorités centrales, pour l'établissement de programmes nationaux cofinancés par plusieurs partenaires au développement, sont encore faibles et nécessitent d'importants renforcements institutionnels.
- Une situation de sécurité pouvant se détériorer rapidement et profondément représente une contrainte importante pour la mise en œuvre et le suivi des projets.

# 3. Orientations stratégiques 2010 – 2014

**La nouvelle stratégie pour le Niger se réfère à plusieurs cadres de référence de la DDC :**

- **Le Message Sud 2009-2012** mentionne le Niger comme pays prioritaire. Les priorités thématiques choisies dans la stratégie sont conformes à celui-ci.
- **Les lignes directrices de la Division Afrique de l'Ouest (2010).** La Division a choisi de concentrer thématiquement ses activités dans tous les pays de la région sur 3 thèmes : la gouvernance locale, l'éducation de base – formation professionnelle et le développement rural. Dans le cas du Niger, vu la situation politique difficile en 2010, une poursuite de l'engagement dans le domaine de la gouvernance locale n'est pas considérée comme judicieuse. Les priorités thématiques sont donc logiquement orientées sur l'éducation de base/formation professionnelle et le développement rural. Vu l'insécurité alimentaire récurrente au Niger, cette thématique est centrale pour toutes les activités.
- Lors de la **réunion des questions politiques du 11 mars 2010**, la Direction de la DDC a décidé de développer un programme «non vulnérable»<sup>6</sup> au Niger. La DDC prend les mesures adéquates pour limiter au maximum l'exposition de la stratégie aux risques (instabilité politique et insécurité).
- **La réorganisation de la DDC** (initiée en 2008) : Plusieurs nouveaux instruments et orientations ont été introduits en 2009 et 2010 et ont été pris en compte dans l'élaboration de cette stratégie (système de monitoring, taille des projets, gestion axée sur les résultats...).

<sup>6</sup> Un programme non vulnérable est un programme qui ne doit pas être modifié ou arrêté en raison de difficulté politique ou de mauvaise gouvernance (coup d'Etat, manque de démocratie...)

## 3.1. Finalité stratégique

La coopération suisse contribue aux objectifs de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté, 2008 – 2012 du Niger (SDRP) : l'amélioration du bien-être des Nigériennes et des Nigériens, la réduction de la pauvreté dans toutes ses dimensions, la réalisation de certains des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés pour l'horizon 2015. La Suisse contribuera en particulier aux OMD n°1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim), 2 (assurer une éducation primaire pour tous), 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) et 7 (assurer un environnement durable).

La question de la pauvreté au Niger s'exprime principalement par le faible niveau de sécurité alimentaire en milieu rural. La sécurité alimentaire renvoie à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à de la nourriture en quantité et en qualité suffisante<sup>7</sup>.

**Au Niger, la sécurité alimentaire est améliorée et le pouvoir d'achat des ménages ruraux renforcé au travers d'un soutien à la production (agricole et pastorale) et à sa commercialisation ainsi qu'à la promotion de l'éducation et de la formation professionnelle en milieu rural.**

<sup>7</sup> La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires, pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet mondial sur l'alimentation, FAO, Rome, novembre 1996).

## 3.2. Domaines d'intervention

La coopération suisse décide de concentrer son programme pour la période 2010 – 2014 sur deux domaines d'intervention prioritaires et deux thèmes transversaux. Le choix des domaines d'intervention correspond aux acquis de la DDC au Niger et aux priorités fixées par les lignes directrices de la Division Afrique de l'Ouest. La gouvernance locale est considérée comme un thème transversal dans les divers secteurs d'interventions.

### 3.2.1 Développement rural

#### Objectif stratégique

La sécurité alimentaire et la résilience<sup>8</sup> des populations rurales sont augmentées par l'amélioration des bases productives des exploitations familiales et la commercialisation de leur production agro-sylvo-pastorale.

Basé sur les résultats obtenus jusqu'à présent, la priorité est mise sur les dimensions suivantes :

#### L'amélioration des conditions cadre de la production pastorale :

- régler de façon consensuelle l'accès aux ressources (sols, eau, bois, etc.) et garantir une meilleure sécurité foncière aux producteurs en travaillant avec les institutions, instruments et processus de planification et de gestion territoriale et foncière (schémas d'aménagement fonciers, structures du code rural, application du code pastoral).

#### Le renforcement de la production agricole à travers les organisations paysannes :

- appuyer la mise en place de systèmes d'accompagnement et d'appui – conseil aux exploitations familiales permettant de valoriser les savoir-faire locaux, les accès aux marchés et de développer l'aptitude à innover, négocier, décider et investir, (indispensable à l'accroissement de la productivité agricole et à l'adaptation au changement climatique);
- soutenir la structuration interne et le renforcement des capacités organisationnelles pour une meilleure gouvernance et gestion des organisations de base, unions et fédérations;
- renforcer les capacités de plaidoyer et d'exercer des pressions (lobbying) des organisations faitières de producteurs (fédérations, unions, plateformes) pour une meilleure défense de la profes-

sion et l'établissement de conditions cadres plus favorables au monde rural.

#### **L'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement ainsi que l'utilisation productive de l'eau:**

- renforcer l'accès des ménages ruraux à l'eau potable et à l'assainissement;
- permettre aux ménages d'améliorer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire par une utilisation mixte de l'eau (eau potable et eau de production) et génératrice de revenu (produire des marchandises, offrir des services);



- promouvoir la petite irrigation au niveau des exploitations familiales qui valorise le potentiel hydrique du Niger (une faible proportion des ressources disponibles en eau de surface sont actuellement exploitées);
- développer l'hydraulique pastorale.

Les appuis de la coopération suisse s'inscrivent dans les objectifs de la Stratégie de Développement Rural du Niger (SDR), notamment la valorisation et gestion durable des ressources naturelles, le développement de l'appui conseil aux acteurs ruraux, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'aménagement de l'espace pastoral et la sécurisation des systèmes pastoraux.



<sup>8</sup> La capacité d'un écosystème, d'un habitat, d'une population ou d'une espèce à retrouver un fonctionnement et un développement normal après avoir subi une perturbation importante.

## 3.2.2 Éducation – Formation professionnelle

### Objectif stratégique

Des systèmes d'éducation de base et de formation professionnelle de qualité sont développés en milieu rural permettant ainsi l'augmentation de la sécurité alimentaire grâce à l'acquisition de connaissances et de compétences indispensables au développement socio-économique.

Ces dernières années, la DDC au Niger a soutenu des programmes d'alphabétisation des adultes et des jeunes (éducation non formelle) ainsi que des mesures visant à augmenter la scolarisation des filles dans le système formel. Fort de ces premières expériences et tout en ayant la sécurité alimentaire comme objectif final, le programme va combiner éducation et formation professionnelle de base afin de permettre aux jeunes du monde rural d'avoir des activités génératrices de revenu. Il s'agira de :

- Renforcer certains aspects du système **d'éducation formelle**, au niveau primaire, par l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Au moins deux pistes seront explorées: 1) le soutien à la généralisation de l'enseignement bilingue et 2) l'amélioration des dispositifs nationaux de formation initiale et continue des enseignants (soutien aux écoles normales et directions régionales de l'éducation notamment). Un autre défi consiste à renforcer la scolarisation des filles. Compte tenu du fort investissement des filles et des femmes dans la production agricole, de leur contribution déterminante à la sécurité alimentaire des ménages et de l'effet significatif d'une meilleure éducation des femmes sur la réduction de la croissance démographique, cette thématique est de première importance. L'obtention de résultats significatifs dans ce domaine reste cependant un défi au Niger.
- Poursuivre l'appui à des **systèmes d'éducation non formelle** qui s'adressent aux adultes analphabètes et aux jeunes non scolarisés ou déscolarisés afin de leur donner une nouvelle chance d'éducation et de formation. Si le contexte le permet, le soutien à la mise en place d'un Fonds d'Éducation Non Formelle (FONENF) sera exploré sur le modèle du Burkina Faso, permettant de valoriser les expériences de la DDC au Niger et dans la sous-région en matière d'éducation non formelle et d'innovation éducative.
- Offrir des **formations professionnelles de base** utiles et attractives pour le monde rural. Des personnes formées pour la modernisation de l'agriculture et de l'élevage ainsi que le développement de l'artisanat rural, secteurs productifs clés pour l'économie nigérienne, vont contribuer à une meilleure sécurité alimentaire.

Les appuis de la coopération suisse s'inscrivent dans les objectifs du Programme Décennal de l'Éducation (PDDE 2003 - 2013) et du Document de Stratégie Sectorielle de l'Éducation au Niger (2012 – 2020), plans de développement à long terme du système éducatif nigérien.

## 3.2.3 Thèmes transversaux

### Genre

#### Objectif stratégique

Les disparités et les inégalités dans les rapports entre hommes et femmes sont réduites par la connaissance et la mise en œuvre d'une approche «genre» dans l'ensemble des programmes et des projets soutenus par la DDC.

La coopération suisse a établi un plan d'action pour la prise en compte systématique et transversale de l'analyse et des principes genre dans le programme Niger. Elle peut soutenir des actions ciblées et en cohérence avec le Plan d'Actions de la Politique Nationale Genre qui donne priorité à la réduction des disparités de genre d'ici 2018.

### Gouvernance

#### Objectif stratégique

Les principes de gouvernance sont intégrés au niveau transversal dans la conception, la gestion et la mise en œuvre de l'ensemble des programmes et des projets de la coopération suisse au Niger ainsi qu'au niveau des méthodes de travail du Bureau de coopération.

Dans tous les programmes et chez nos partenaires, les procédures des instances de décisions sont transparentes, répondent aux intérêts et assurent la participation active de la population, y compris des groupes défavorisés. Les conflits potentiels liés aux activités et ressources de la DDC sont identifiés, prévenus et gérés. Des appuis à nos partenaires et aux structures locales sont donnés afin de renforcer leurs compétences et méthodes de travail.

En synergie avec le programme régional de politique de paix de la DP IV en Afrique de l'Ouest, la DDC contribue également aux efforts du Niger vers la consolidation démocratique, la sécurité et la paix. Dans ce cadre, des complémentarités sont possibles entre la DDC et la DP IV pour consolider la démocratie et l'État de droit au Niger.

### 3.3. Ancrage géographique

Afin d'utiliser au mieux les moyens financiers et humains à disposition, la coopération suisse concentre ses actions de niveau local dans la région de Dosso et de Maradi. Un plan de retrait de la région de Tillabéri est conçu et mis en œuvre car les conditions de sécurité y sont particulièrement critiques. Des appuis de niveau national peuvent être envisagés au travers d'un soutien à des organisations non gouvernementales ou à des initiatives concernant le pays dans son ensemble.

Dans les domaines prioritaires du programme, des points d'articulation et des synergies sont recherchés avec les appuis régionaux de la Division Afrique de l'Ouest. Certaines actions de suivi et de gestion de projets régionaux pourront être assumées par le bureau du Niger.

### 3.4. Principes d'action

L'engagement de la coopération suisse au Niger est fondé sur certains principes notamment :

#### Recherche d'une faible vulnérabilité du programme au contexte politique et sécuritaire

La DDC s'efforce de minimiser la vulnérabilité du programme au contexte de fragilité politique qui prévaut actuellement au Niger en donnant la priorité à des partenariats avec la société civile, le secteur privé et les autorités de niveau local. Les aspects sécuritaires sont également pris en compte.

#### Gestion axée sur les résultats

Chaque programme doit identifier et documenter clairement les résultats à obtenir au niveau des bénéficiaires directs, au niveau institutionnel et au niveau des politiques nationales. De façon générale, la coopération suisse recherche des effets d'échelle (effets leviers) et des impacts significatifs en matière d'amélioration des conditions de vie et de sécurité alimentaire des populations les plus pauvres au Niger. Elle cherche à influencer de façon durable les systèmes locaux et régionaux dans les deux domaines prioritaires du programme et utilise son ancrage de terrain et les connaissances et expériences qu'elle y développe pour influencer les systèmes au niveau national.

#### Partenariat, modalité de mise en œuvre

Les appuis développés par la coopération suisse s'efforcent de respecter les principes de subsidiarité (responsabilité à la plus petite entité capable de résoudre le problème) et de non substitution aux acteurs locaux, ces derniers devant être les porteurs des initiatives et des dynamiques de développement. Les interventions visent le développement des capacités aux différents niveaux, la valorisation des savoir-faire locaux et le développement des innovations dans une perspective de durabilité. Le programme au Niger de-

va offrir un équilibre entre les différentes modalités de mise en œuvre (mandat et contribution) dont le choix dépendra du partenaire et des objectifs poursuivis.

#### Equité

La coopération suisse considère et valorise de manière systématique les intérêts des populations et groupes sociaux les plus défavorisés notamment les femmes et les minorités ethniques.

#### Concentration du nombre de programmes et projets

La coopération suisse décide de réduire le nombre de programmes et projets afin de réaliser un usage optimal des moyens financiers et humains à sa disposition. Cela lui permet de réduire le volume des tâches administratives au profit d'un engagement plus important dans le travail de suivi et d'orientation stratégique, la construction de partenariats et d'alliances, le dialogue des politiques. Cela permet également une augmentation du volume d'engagement financier par programme ou projet. Le portefeuille se réduit progressivement à 8-10 programmes et projets.



## 4. Budget et gestion de la stratégie de coopération

Le budget de la coopération suisse avec le Niger devrait progressivement s'accroître pour atteindre, d'ici 2012, CHF 17 millions (2010 : CHF 13 millions). Il est envisagé de consacrer environ 60% des moyens disponibles au domaine du développement rural et 40% au domaine de l'éducation & formation professionnelle.

Dans le cadre de la réorganisation de la DDC et dans un souci de répondre à l'augmentation du volume de travail, le personnel expatrié devait être renforcé en 2011 par un adjoint ou une adjointe thématique. En raison de la situation de sécurité, la mise en œuvre de cette décision est reportée. Le personnel national sera également renforcé.

## 5. Suivi de la mise en oeuvre

Le concept pour le suivi des stratégies de coopération sert de référence. Il prévoit trois niveaux de suivi : (i) suivi du contexte de développement, notamment des résultats de développement du pays dans les domaines prioritaires de la stratégie de la DDC au Niger; (ii) suivi de la contribution du programme de la DDC dans ses domaines prioritaires ; (iii) suivi de la gestion du programme, notamment des relations extérieures (visibilité, positionnement), des modalités d'aide, de la gestion des ressources humaines et financières, de la gestion des connaissances.

Le suivi se réalise au moyen des rapports annuels, rapports de fin de phase, de « l'office management report », du rapport sur le contrôle interne et des audits financiers et opérationnels. Un cadre de résultats stratégiques sert de référence pour le monitoring (voir Annexe 1).

Une revue à mi-parcours en 2012 permettra d'évaluer les progrès en termes d'atteinte des objectifs et de déterminer dans quelle mesure la situation dans le pays nécessite une adaptation de la stratégie de la DDC au Niger.

Niamey/Berne, 3.8.2011

# Annexe 1 : Cadre de résultats stratégiques

Pour les effets des interventions de la DDC, les cibles et les bases de références seront établies lors de l'élaboration des nouveaux projets.

## Domaine d'intervention 1 : Développement Rural

La sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales sont augmentées par l'amélioration des bases productives des exploitations familiales et la commercialisation de leur production agro-sylvo-pastorale.

### Thématiques spécifiques

- La sécurité foncière et l'accès aux ressources s'améliorent pour les pasteurs
- La production agricole est renforcée et diversifiée au travers des organisations paysannes et des investissements pour la production agricole
- Les politiques agricoles et les investissements publics prennent mieux en compte la dimension de l'exploitation familiale
- L'accès à l'eau potable et l'assainissement s'améliorent pour les populations en zone rurale

(1) Effets des programmes de la DDC	(2) Contribution suisse (lien 1 – 3) Explication de l'approche DDC, sa contribution aux objectifs nationaux, conditions de réussite, risques :	(3) Résultats de développement au niveau du pays
<p><b>Effet 1 : Pastoralisme</b> <b>La mobilité pastorale et l'accès aux ressources naturelles sont sécurisés, la production pastorale et végétale intensifiée dans les régions de Dosso et Maradi.</b></p> <p>Aires, Enclaves et Couloirs de passage sécurisés et aménagés (km) Structures du code rural fonctionnelles Schémas d'aménagement fonciers approuvés Titres fonciers délivrés Fourrage produit et conservé Taux d'accroissement de la production/revenu agricole</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les structures du code rural au Niger réunissent l'ensemble des acteurs locaux concernés par l'accès et l'usage des ressources naturelles partagées et jouent un rôle déterminant pour la construction d'un consensus social autour de ces enjeux. La DDC soutien la mise en place de ces structures ainsi que le renforcement de leurs capacités.</li> <li>• La coopération suisse accompagne la modernisation du pastoralisme (intensification par une meilleure santé du troupeau, stockage du fourrage, etc.), tout en poursuivant la sécurisation de la mobilité (balisage des aires de pâturage et des parcours).</li> <li>• La DDC soutien l'application du code pastoral (adopté en 2010) pour défendre les intérêts des éleveurs.</li> </ul>	<p><b>Effet 1 : Pastoralisme</b> <b>Voir le Programme 12 et le programme 2 de la SDR (stratégie de développement rural du Niger) en révision par le nouveau gouvernement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La production pastorale augmente dans le pays.</li> <li>• La qualité des produits (viande) permet une augmentation des exportations.</li> <li>• Le revenu des éleveurs augmente.</li> <li>• Les conflits liés au foncier diminuent.</li> <li>• Les ressources pastorales sont connues et valorisées au niveau local</li> <li>• Sécurisation du foncier rural : 8 Secrétariats Permanent Régionaux Code Rural (SPRCR), 36 commissions foncières départementales (COFODEP), 213 commissions foncières communales (COFOCOM) et 8 schémas d'aménagement foncier (SAF) installés à l'horizon 2015.</li> </ul>
<p><b>Effet 2 : Revenu agricole</b> <u>Revenu agricole :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La production agricole est renforcée et diversifiée au travers des organisations paysannes et des investissements pour la production agricole.</li> <li>• Les politiques agricoles et les investissements de l'Etat prennent mieux en compte la dimension de l'exploitation familiale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'accès des cultivateurs à des services ruraux tel que les banques céréalières villageoises, les banques aliment bétail, le système de warrantage (crédit sur céréales), le microcrédit, les semences améliorées, le matériel aratoire et les intrants (engrais, traitement),</li> <li>• Amélioration du prix de vente des produits agricoles par l'accès à des marchés</li> <li>• Amélioration des techniques agricoles (formation), augmentation des cultures de contre saison (diversification), micro-irrigation, conservation et transformation de la récolte.</li> <li>• Les organisations paysannes sont mieux structurées, gérées (gouvernance interne), représentatives de leurs membres et ce qui permet de faire un plaidoyer politique en faveur des exploitations familiales.</li> </ul>	<p><b>Effet 2 : Revenu agricole</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le revenu moyen agricole augmente.</li> <li>• Le rendement agricole (nombre de kg à l'hectare) augmente.</li> <li>• La disponibilité d'aliment de base est garantie dans tout le pays.</li> <li>• Sécurisation des revenus des populations vulnérables.</li> <li>• Développement des activités génératrices des revenus.</li> <li>• Création d'une valeur ajoutée sur les produits agro sylvo pastoraux.</li> <li>• Améliorer la contribution de l'agriculture irriguée au PIB agricole en le portant de 14% actuellement à 28% en 2015 (Promotion d'une gestion rationnelle des ressources naturelles par l'irrigation).</li> <li>• Professionnalisation des organisations de producteurs.</li> </ul>

**Effet 3 : Hydraulique rurale**  
**L'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations de Maradi et Dosso est amélioré. Elles adoptent de bonnes pratiques d'hygiène.**

Points d'eau moderne construits ou réhabilités  
 Taux d'accès à l'eau potable  
 Taux de couverture en assainissement

- Soutien aux communes pour la construction et réhabilitation et bonne gestion de 100 équivalents point d'eau par an, donnant accès à l'eau à 25'000 personnes supplémentaires chaque année (40% des objectifs nationaux fixés pour les trois départements concernés).
- Soutien à l'établissement dans les deux régions d'un service public pour l'eau fonctionnel et performant, cohérent avec les orientations nationales (régulation, contrôle qualité, supervision, coordination)
- Soutien à la mise en œuvre de l'approche Assainissement Total Piloté par les Communautés et construction de latrines dans les écoles.
- Réalisation de puits pastoraux en étroite coordination et concertation avec le Programme d'Appui au Secteur de l'Elevage PASEL.

**Effet 3 : Hydraulique rurale**  
**Accès renforcé des populations rurales à l'eau et à l'assainissement**

Taux national d'accès à l'eau potable rural  
 Baseline 2010 : 48% 2015 : 53%  
 Taux national de panne des systèmes d'eau ruraux  
 Baseline 2010 : 18% 2015 : 15%  
 Taux de couverture en assainissement en zone rurale  
 Baseline 2010 : 7% 2015 : 50%

**(4) Lignes d'intervention (programme suisse)**

Programme d'appui à l'Elevage (PASEL), mis en œuvre par VSF, SNV et CAO  
 Programme d'appui aux organisations paysannes (contribution à 7 organisations)  
 Programme sur la petite irrigation (recherche entre Uni Lausanne et Uni Niamey)  
 Programme régional de plaidoyer (en préparation, gestion par la Division Afrique de l'Ouest)  
 Programme d'hydraulique rurale (en préparation, sur appel d'offre pour un mandataire)

**(5) Ressources, partenariats (programme suisse)**

Pas de programme conjoint prévu pour l'instant avec d'autres donateurs ou agences de développement.  
 Environ 60% des ressources de la DDC au Niger seront affectées à ce domaine d'intervention, soit environ 7 à 9 millions CHF/an selon les allocations pour le Niger.

**Domaine d'intervention 2 : Education & Formation professionnelle**

Des systèmes d'éducation de base et de formation professionnelle de qualité sont développés en milieu rural permettant ainsi l'augmentation de la sécurité alimentaire grâce à l'acquisition de connaissances et de compétences indispensables au développement socio-économique.

**(1) Effets des programmes de la DDC      (2) Contribution suisse (lien 1 – 3)      (3) Résultats de développement au niveau du pays**

**Effet 1 : Enseignement formel primaire**  
**a) Qualité de l'enseignement au cycle de base 1 à Dosso et Maradi**

Taux d'achèvement  
 Taux de réussite français et math  
 Taux de réussite au certificat d'études  
 Nombre de classes bilingues

- Soutien aux écoles normales d'instituteurs et aux Directions régionales de l'éducation de Maradi et Dosso pour la formation initiale et continue des enseignants (nombre de personnes formées)
- Soutien au Ministère de l'Education Nationale pour la finalisation de la stratégie et la formulation d'un plan national de généralisation de l'enseignement bilingue (documents approuvés)
- Soutien à la mise en œuvre de ce plan de généralisation de l'enseignement bilingue dans les régions de Dosso et Maradi : enseignants et encadreurs formés, matériel didactique disponible, encadrement et suivi de la qualité

**Effet 1 : Enseignement formel primaire**  
**Amélioration de la qualité des apprentissages dans le cycle de base 1 (primaire)**

Taux d'achèvement Baseline 2010 : 49.3%  
 Objectif 2013 : 60% (2020 : 80%)  
 Taux de réussite français et math (acquis scolaires)  
 Baseline 2010 : 20% Objectif 2013 : 30%  
 Taux de réussite au certificat d'études  
 Baseline 2010 : 64% Objectif 2013 : 72%  
 Nombre de classes bilingues  
 Baseline 2010 : 300 Objectif 2013 : 650

Stratégie adoptée et plan d'action national élaboré

**b) Scolarisation des filles dans les départements de Gaya, Téra et Guidan-Roundji**

Taux d'accès  
 Taux de maintien  
 Taux de réussite

- Soutien direct aux jeunes filles et leurs familles d'accueil par des appuis scolaires, des bourses, des mesures d'incitation (nombre de filles soutenues)
- Sensibilisation des acteurs clés (parents, enseignants, maires, autorités locales, leaders villageois, chefs traditionnels, leaders religieux...) pour l'éducation des filles
- Soutien à la formation continue des enseignants dans les départements concernés

**b) réduction des disparités de scolarisation entre filles et garçons**

Taux brut de scolarisation des filles  
 Baseline 2010 : 58.6% Objectif 2013  
 Taux d'achèvement des filles  
 Baseline 2010 : 38.6% Objectif 2013  
 Taux de réussite des filles  
 Baseline 2010 : 50.3% Objectif 2013

**Effet 2 : Formation professionnelle  
Insertion socio-économique des jeunes ruraux de Maradi et Dosso par l'acquisition de compétences professionnelles**

Nombre de jeunes formés  
Nombre de jeunes exerçant une activité génératrice de revenu

Système de formation professionnelle initiale rurale décentralisé établi à Dosso et Maradi.

- Soutien au Ministère de la formation professionnelle et aux autorités locales pour l'établissement dans les régions de Dosso et Maradi d'un système décentralisé de formation professionnelle rurale (par ex Centres de Formation en Développement Communautaire)
- Soutien à la formation des jeunes sortis du cycle de base 1 ou non scolarisé / déscolarisé
- Mesures d'accompagnement des jeunes sortis des centres de formation pour leur insertion socio-économique.

**Effet 2 : Formation professionnelle  
Augmenter les capacités d'accueil ainsi que la qualité et la pertinence de l'Education et Formation Professionnelle et Technique**

Taux de jeunes formés à la sortie du cycle de base 1  
Baseline 2010 : 2% 2013 : 2020 : 50%

Nombre de Centre de Formation en Développement Communautaire fonctionnels  
Baseline 2010 : 3 2013 : 2020 : 265

**Effet 3 : Education non formelle  
Les adultes et jeunes de 9 – 15 ans des régions de Dosso et Maradi sont alphabétisés et acquièrent des connaissances utiles dans leur milieu**

Nombre d'alphabétisés adultes  
Nombres d'alphabétisés 9 – 15 ans

Contribution à l'établissement du Fonds National d'Alphabétisation et Education Non formelle si les conditions sont réunies.

- Le document national de stratégie sectorielle prévoit de concentrer les efforts d'alphabétisation sur les 15 – 25 ans et sur les femmes (65% des bénéficiaires).
- La coopération suisse soutient la diffusion de l'approche « pédagogie du texte » permettant l'acquisition de compétences et connaissances facilitant l'intégration socio-économique des apprenants
- Elle soutient également les formules « passerelle » permettant aux déscolarisés de rapidement rejoindre le système formel d'éducation.
- La DDC en partenariat avec les autres bailleurs, les opérateurs d'éducation non formelle et l'état pourrait soutenir la mise en place d'un Fonds National pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle (FONAENF) afin d'élever les performances du secteur.

**Effet 3 : Education non formelle  
Réduction significative du taux d'analphabétisme**

Taux d'alphabétisation des 15 – 45 ans au Niger  
Baseline 2010 : 28.7% 2013 : Ω 2020 : 50%  
Taux de jeunes <15 ans déscolarisés pris en charge par l'ENF  
Baseline 2010 : 2% 2013 : Ω 2020 : 20%  
Taux de jeunes déscolarisés rejoignant le système formel  
Baseline 2010 : Ω 2013 : Ω 2020 : Ω

Le Fonds National d'Alphabétisation et Education Non Formelle est opérationnel (sous condition d'un engagement de l'Etat).

Ω = à définir par l'Etat

**(4) Lignes d'intervention (programme suisse) / Thématiques spécifiques**

- Programme de soutien à la qualité de l'éducation dans le système formel (primaire), mettant l'accent sur la généralisation de l'enseignement bilingue et la formation des enseignants (appui direct aux écoles normales des instituteurs et directions régionales de l'éducation de Dosso et Maradi) : en préparation
- Programme de promotion de la scolarisation des filles visant le renforcement de l'accès, du maintien et de la réussite des filles à l'école primaire et secondaire (mis en œuvre par trois ONG nigériennes)
- Programme d'éducation non formelle visant le développement d'une offre d'éducation pour adultes et jeunes non scolarisés ou déscolarisés (alphabétisation, passerelle vers le formel, formations pratiques)
- Programme d'appui à la formation professionnelle soutenant le développement d'une offre de formation professionnelle rurale courte et modulaire permettant aux jeunes ruraux d'exercer une activité génératrice de revenu (mandataire) Appel d'offre mi-2011

**(5) Ressources, partenariats (programme suisse)**

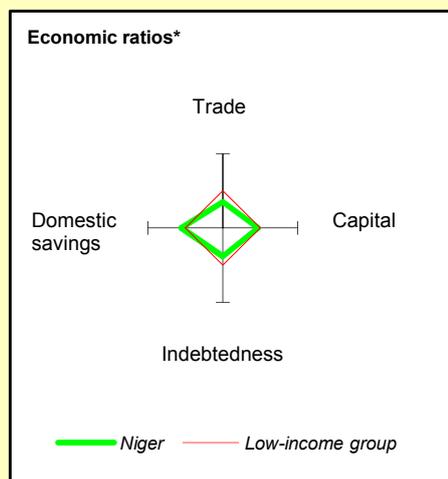
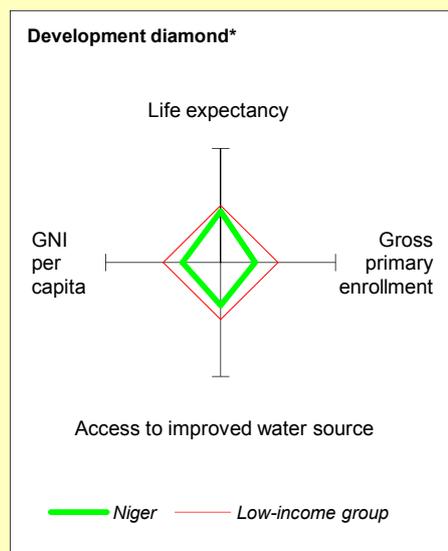
Pas de programme conjoint prévu pour l'instant avec d'autres donateurs ou agence de développement.

Environ 40% des ressources de la DDC au Niger seront consacrée au développement de l'éducation & formation professionnelle, soit environ 4 à 6 millions CHF/an selon les allocations pour le Niger.

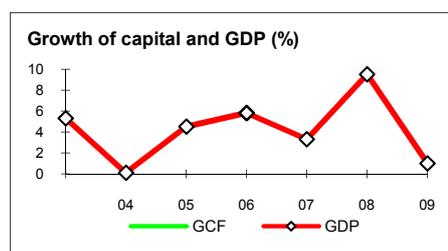


# Annexe 3 : Niger – Statistiques (Niger at a glance)

<b>POVERTY and SOCIAL</b>	<b>Niger</b>	<b>Sub-Saharan Africa</b>	<b>Low-income</b>		
<b>2009</b>					
Population, mid-year (millions)	15.3	840	846		
GNI per capita (Atlas method, US\$)	340	1,126	512		
GNI (Atlas method, US\$ billions)	5.2	946	433		
<b>Average annual growth, 2003-09</b>					
Population (%)	3.8	2.5	2.2		
Labor force (%)	3.1	2.9	2.6		
<b>Most recent estimate (latest year available, 2003-09)</b>					
Poverty (% of population below national poverty line)	..	..	..		
Urban population (% of total population)	17	37	29		
Life expectancy at birth (years)	51	52	57		
Infant mortality (per 1,000 live births)	76	81	76		
Child malnutrition (% of children under 5)	40	25	28		
Access to an improved water source (% of population)	48	60	64		
Literacy (% of population age 15+)	29	62	66		
Gross primary enrollment (% of school-age population)	62	100	104		
Male	69	105	107		
Female	55	95	100		
<b>KEY ECONOMIC RATIOS and LONG-TERM TRENDS</b>					
	<b>1989</b>	<b>1999</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	
GDP (US\$ billions)	2.2	2.0	5.4	5.4	
Gross capital formation/GDP	13.7	10.2	..	..	
Exports of goods and services/GDP	16.6	15.9	..	..	
Gross domestic savings/GDP	7.0	3.7	..	..	
Gross national savings/GDP	8.3	2.5	..	..	
Current account balance/GDP	1.5	-7.7	-13.3	-22.3	
Interest payments/GDP	2.2	0.6	0.1	0.2	
Total debt/GDP	70.1	84.4	17.3	18.4	
Total debt service/exports	32.3	9.2	2.5	4.5	
Present value of debt/GDP	..	..	..	11.8	
Present value of debt/exports	..	..	..	63.3	
	<b>1989-99</b>	<b>1999-09</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2009-13</b>
(average annual growth)					
GDP	2.0	4.0	9.5	1.0	..
GDP per capita	-1.3	0.4	5.3	-2.9	..
Exports of goods and services	2.7	..	..	..	..



<b>STRUCTURE of the ECONOMY</b>	<b>1989</b>	<b>1999</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
(% of GDP)				
Agriculture	34.1	40.7	..	..
Industry	17.5	17.2	..	..
Manufacturing	6.3	6.5	..	..
Services	48.4	42.1	..	..
Household final consumption expenditure	77.3	81.4	..	..
General gov't final consumption expenditure	15.7	14.9	..	..
Imports of goods and services	23.3	22.4	..	..
	<b>1989-99</b>	<b>1999-09</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
(average annual growth)				
Agriculture	3.3	..	..	..
Industry	1.6	..	..	..
Manufacturing	2.2	..	..	..
Services	1.1	..	..	..
Household final consumption expenditure	1.4	..	..	..
General gov't final consumption expenditure	0.1	..	..	..
Gross capital formation	0.1	..	..	..
Imports of goods and services	-3.1	..	..	..



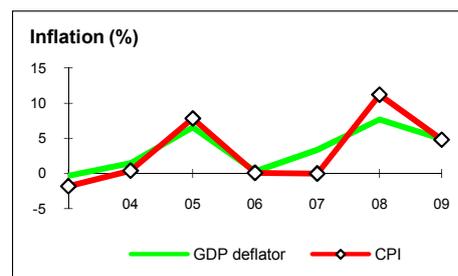
Note: 2009 data are preliminary estimates.

This table was produced from the Development Economics LDB database.

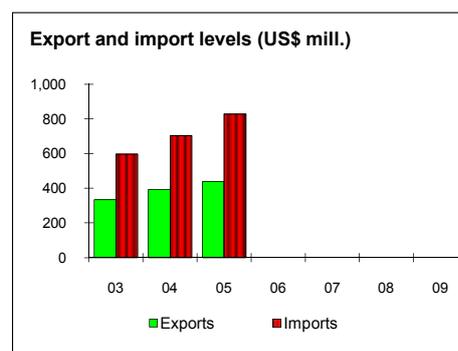
\* The diamonds show four key indicators in the country (in bold) compared with its income-group average. If data are missing, the diamond will be incomplete.

**PRICES and GOVERNMENT FINANCE**

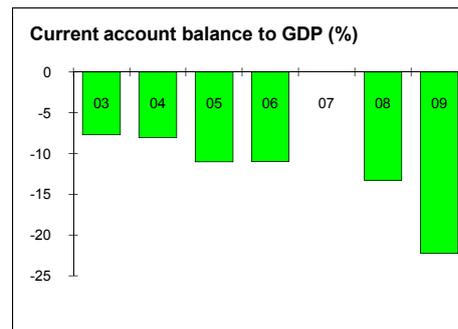
	1989	1999	2008	2009
<b>Domestic prices</b> (% change)				
Consumer prices	..	-2.3	11.2	4.8
Implicit GDP deflator	1.4	2.0	7.7	4.9
<b>Government finance</b> (% of GDP, includes current grants)				
Current revenue	10.8	9.8	..	..
Current budget balance	-1.1	-1.9	..	..
Overall surplus/deficit	-10.1	-8.0	..	..


**TRADE**

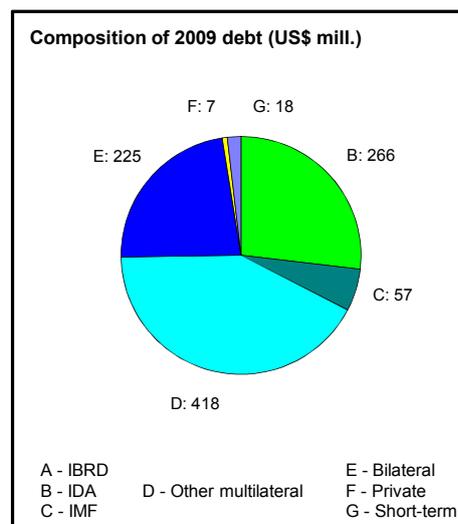
	1989	1999	2008	2009
<i>(US\$ millions)</i>				
Total exports (fob)	308	287	..	..
Uranium	232	106	..	..
Livestock products	43	51	..	..
Manufactures	..	..	..	..
Total imports (cif)	386	401	..	..
Food	27	28	..	..
Fuel and energy	18	26	..	..
Capital goods	118	70	..	..
Export price index (2000=100)	..	107	..	..
Import price index (2000=100)	..	93	..	..
Terms of trade (2000=100)	..	115	..	..


**BALANCE of PAYMENTS**

	1989	1999	2008	2009
<i>(US\$ millions)</i>				
Exports of goods and services	350	321	972	968
Imports of goods and services	358	452	1,890	2,224
Resource balance	-7	-131	-918	-1,257
Net income	28	-20	-13	-103
Net current transfers	11	-5	..	..
Current account balance	32	-156	-710	-1,198
Financing items (net)	-48	134	..	..
Changes in net reserves	16	22	..	..
<b>Memo:</b>				
Reserves including gold (US\$ millions)	..	..	..	..
Conversion rate (DEC, local/US\$)	319.0	615.7	447.8	472.2


**EXTERNAL DEBT and RESOURCE FLOWS**

	1989	1999	2008	2009
<i>(US\$ millions)</i>				
Total debt outstanding and disbursed	1,528	1,704	928	991
IBRD	0	0	0	0
IDA	383	694	248	266
Total debt service	122	31	26	45
IBRD	0	0	0	0
IDA	3	11	1	2
Composition of net resource flows				
Official grants	169	122	488	353
Official creditors	85	50	86	77
Private creditors	10	-2	-7	-7
Foreign direct investment (net inflows)	1	0	566	739
Portfolio equity (net inflows)	0	0	1	0
World Bank program				
Commitments	0	0	30	40
Disbursements	40	26	15	16
Principal repayments	1	7	0	0
Net flows	39	19	15	16
Interest payments	2	4	1	2
Net transfers	37	15	14	14



Note: This table was produced from the Development Economics LDB database.

2/25/11



## **Impressum**

Publication:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

**Direction du développement et de la coopération DDC**

3003 Berne

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

Mise en page:

Communication visuelle DFAE, Berne

Photos:

DDC/Nicolas Randin/Yvan Pasteur

Commandes:

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch) (rubrique «publications»)

Contact:

Direction du développement et de la coopération DDC

Coopération Régionale

Division Afrique de l'Ouest

Tél. +41 31 322 34 75

Berne, 2011